

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : UN CONCEPT EN ÉMERGENCE

Par Kheira Issaoui-Mansouri

Il y a un peu plus de deux ans, une crise alimentaire mondiale provoquée par une hausse soudaine des prix de certaines denrées alimentaires de base faisait la une de l'actualité. Aujourd'hui, ce thème n'est plus à l'agenda médiatique, il a fait place à de nombreuses autres crises, laissant dans la mémoire de la plupart d'entre nous un souvenir vague et incertain d'une situation gravissime parmi tant d'autres. Or, pour de nombreux spécialistes des enjeux agricole et alimentaire, ce n'est qu'une question de temps avant que ne surgisse une autre crise semblable à celle de 2007ⁱ. Le système alimentaire mondial serait tout aussi volatil, dangereux et incertain qu'il l'était avant la crise et aucune action n'a été entreprise depuis pour remédier à la situation. Tout comme dans le cas de la crise financière, les leçons tirées de la crise alimentaire mondiale ne semblent pas se transformer en actionsⁱⁱ et, pendant ce temps, le statu quo règne.

La remise en question du mode de production alimentaire moderne n'est pas récente. Les problèmes et injustices provoqués par le mode production agricole adopté suite à la Révolution verte sont décriés depuis des décennies par des ONG et mouvements de la société civile. Par exemple, au Canada, la *People's Food Commission* créée à la fin des années 1970 avait, déjà à l'époque, souligné le lien entre la production agricole intensive et l'émergence de problèmes d'obésité et de santé en généralⁱⁱⁱ.

Né d'une réaction au modèle agricole actuel, un mouvement prônant la notion de «souveraineté alimentaire» a vu le jour en 1996, porté par l'organisation paysanne la *Via Campesina* lors du sommet alimentaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Depuis, le concept est toujours vivant, soutenu par différents mouvements et épousant différentes formes et interprétations. Petit à petit, la thématique de l'alimentation et de l'agriculture gagne divers lieux, des petites ONG et coalitions du Nord et du Sud tels que GRAIN^{iv} et COPAGEN^v aux mégas-fondations comme la *Bill and Melinda Gates Foundation*^{vi} et le *Oprah's Angel Network*^{vii}. Des forums altermondialistes^{viii} aux documentaires à grande visibilité médiatique^{ix}, jusqu'aux émissions populaires^x. Bref, l'enjeu de l'agriculture, de son lien avec la santé et les crises alimentaires est analysé, pensé et discuté dans les grandes et petites organisations, au Nord comme au Sud. Lorsque de tels enjeux sont débattus, on touche, directement ou indirectement, à la notion de souveraineté alimentaire.

Qu'est-ce que la souveraineté alimentaire ?

De manière très succincte et générale, on peut résumer l'idée de souveraineté alimentaire comme ceci : en opposition au modèle agricole actuel, la souveraineté alimentaire propose de



Source de l'image: USC

<http://usc-canada.org/resources/audio-visual/photos/>

revoir le système alimentaire afin que son fonctionnement soit mis entre les mains des populations (et non des organisations supranationales), qui seront alors en mesure de mettre en place des politiques agricoles en harmonie avec le développement durable des sociétés. Comme nous l'avons évoqué plus haut, les manières de voir la souveraineté alimentaire varient en fonction des regroupements qui défendent la notion. Toutefois, on peut identifier certains points de convergence et divergence entre les définitions défendues par ces groupes, ce qui permet d'avoir une meilleure idée générale de ce qu'elle est.

D'abord, la grande majorité des partisans de la souveraineté alimentaire s'entendent pour dire que la notion se pose en réaction au mode de production agricole actuel, lequel a été instauré suite à la deuxième guerre mondiale, baptisé à l'époque

«Révolution verte» et géré depuis par plusieurs organisations internationales, dont le réseau de centres de recherche qui composent le Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (GCRAI).

Ce qui est dénoncé par les défenseurs de la souveraineté alimentaire touche différentes dimensions du système alimentaire. D'abord, au plan de la production, plusieurs groupes soulignent que le système alimentaire tel qu'il fonctionne aujourd'hui tend à avantager les pays industrialisés. D'une part, les pays industrialisés se permettent de subventionner leurs agriculteurs dans certains secteurs (alors que les pays en développement ne peuvent pas le faire ou ne peuvent pas égaler les subventions des pays industrialisés), ce qui a pour effet de créer une concurrence déloyale pour les agriculteurs du Sud^{xi}. D'autre part, la libéralisation croissante

du marché agricole ne permet pas aux petits agriculteurs (au Nord comme au Sud) de vivre de leur production, puisqu'ils se retrouvent en compétition directe avec des mégaproducteurs évoluant dans des conditions de production complètement différentes des leurs. De plus, les défenseurs de la souveraineté alimentaire dénoncent le fait que les États ont de moins en moins de pouvoir en ce qui concerne leur politique alimentaire, et que ce pouvoir est de plus en plus entre les mains des organisations supranationales comme l'OMC^{xii}, ce qui a pour effet d'avantager les corporations agro-alimentaires au détriment des agriculteurs et des citoyens.

Les défenseurs de la souveraineté alimentaire soulignent aussi que depuis la Révolution verte, nous avons perdu une grande partie de notre biodiversité agricole et que l'utilisation généralisée des pesticides et autres produits agrochimiques a conduit à une dégradation sans précédent de l'environnement et de la santé publique^{xiii}.

Une conclusion s'impose face à ces problèmes pour les partisans de la souveraineté alimentaire : le modèle agricole actuel est un échec et il faut le repenser. Plusieurs alternatives sont proposées pour remédier à la situation. Ces alternatives touchent diverses dimensions du système alimentaire, mais elles sont toutes reliées. C'est ainsi que les partisans de la souveraineté alimentaire identifient des solutions dans les secteurs de la **production** alimentaire, de la **distribution** alimentaire et de la **consommation** alimentaire.

D'abord, au plan de la **production**, les tenants de la souveraineté alimentaire revendiquent une agriculture moins axée sur la quantité et plus orientée vers la qualité et la variété des aliments. Puisque la nourriture n'est pas un bien comme les autres, parce qu'elle répond à un besoin essentiel, celui de se nourrir, elle ne peut pas et ne doit pas être traitée comme les biens manufacturés^{xiv}. Ainsi, les aliments ne devraient pas être soumis aux règles du commerce international, qui tendent à donner préséance à la quantité des aliments produits (au plus bas prix possible) plutôt qu'à accorder plus d'importance à la qualité et la variété des aliments produits. Dans une optique de souveraineté alimentaire, qui accorde une importance particulière à la protection de la biodiversité, il est nécessaire de penser l'agriculture en termes qualitatifs et de protéger ce secteur de la logique économique du libre-marché, qui vise la productivité à tout prix.

Toujours dans le domaine de la production agricole, les tenants de la souveraineté alimentaire dénoncent le pouvoir croissant qui est entre les mains des organisations supranationales et des corporations agroalimentaires^{xv}. Ce pouvoir devrait revenir aux citoyens, qui seraient ainsi en mesure de faire des choix qui prennent compte d'autres variables que le profit et la productivité. Cependant, la question qui consiste à déterminer à qui, plus précisément, devrait

revenir ce pouvoir (agriculteurs, États, citoyens) est un point litigieux au sein des mouvements défenseurs de la notion. Nous y reviendrons un peu plus tard lorsque nous aborderons les divergences quant à la définition de la souveraineté alimentaire.

Un autre point essentiel qui est défendu dans le cadre de la souveraineté alimentaire est la nécessité de prioriser la production alimentaire pour le marché local plutôt que la production destinée à l'exportation. Dans certains pays du Sud, la majorité des terres agricoles sont dédiées à l'agriculture d'exportation plutôt qu'à l'agriculture vivrière, ce qui a pour effet de fragiliser ces pays en cas d'augmentation des prix des denrées de base^{xvi}. En effet, lorsqu'un pays se retrouve dépendant de l'importation pour des aliments fondamentaux comme le blé ou le riz, il se retrouve en situation de très grande précarité alimentaire. Prioriser l'agriculture pour la consommation locale est donc une manière d'améliorer la sécurité alimentaire^{xvii} d'une nation ou d'un pays. De plus, dans une perspective de protection de l'environnement et de développement durable, prioriser la production locale pour le marché local limite les coûts énergétiques liés au transport des aliments^{xviii}. Toutefois, il est clair pour la majorité des groupes au sein du mouvement prônant la souveraineté alimentaire que celle-ci n'est pas synonyme d'autarcie alimentaire. Car, en effet, «la souveraineté alimentaire ne commande pas la fermeture des frontières, mais privilégie la production locale pour la consommation locale»^{xix}.

D'une manière générale, on peut donc dire que les tenants de la souveraineté alimentaire réclament que la production des aliments se fasse dans une perspective de développement durable qui tienne compte de l'environnement et de la santé publique. De plus, les décisions quant aux politiques agricoles doivent pouvoir se prendre à une échelle nationale, voire locale, puisque les aliments sont des biens essentiels qui ne peuvent être traités de la même manière que les autres biens manufacturés régis par des règles supranationales et soumis aux lois du libre-marché.

Au plan de la **distribution** des aliments, plusieurs changements sont également proposés. Dans la même optique qui vise à prioriser la production destinées au marché local, les défenseurs de la souveraineté alimentaire proposent de réduire le nombre d'intermédiaires entre l'agriculteur et le consommateur. Cette réduction peut se faire de plusieurs manières et nous évoquerons des exemples qui vont dans ce sens lorsque nous aborderons un peu plus loin les «politiques publiques» qui permettent de mettre en œuvre la souveraineté alimentaire.

Ensuite, les groupes défenseurs de la souveraineté alimentaire déplorent le pouvoir grandissant de certains détaillants alimentaires^{xx} qui s'approvisionnent chez des méga-fournisseurs, ce qui a pour effet de sans cesse diminuer le choix des aliments (transformés ou non) que nous

mangeons. Pour remédier à la situation, il serait donc nécessaire de mettre en place des politiques qui stimulent la multiplication des petits agriculteurs et des petits transformateurs. À ce sujet, nous verrons un peu plus loin comment l'Europe semble faire office de très bon élève en la matière.

Une autre thématique centrale en lien avec la distribution des aliments concerne l'étiquetage. Pour les tenants de la souveraineté alimentaire, il est nécessaire d'améliorer l'étiquetage des aliments afin qu'il reflète de manière plus fidèle et transparente leur provenance^{xxi}. Enfin, les défenseurs de la souveraineté alimentaire demandent de mettre davantage en valeur les produits locaux chez les détaillants afin que les consommateurs puissent aisément faire des choix qui bénéficient à leur communauté.

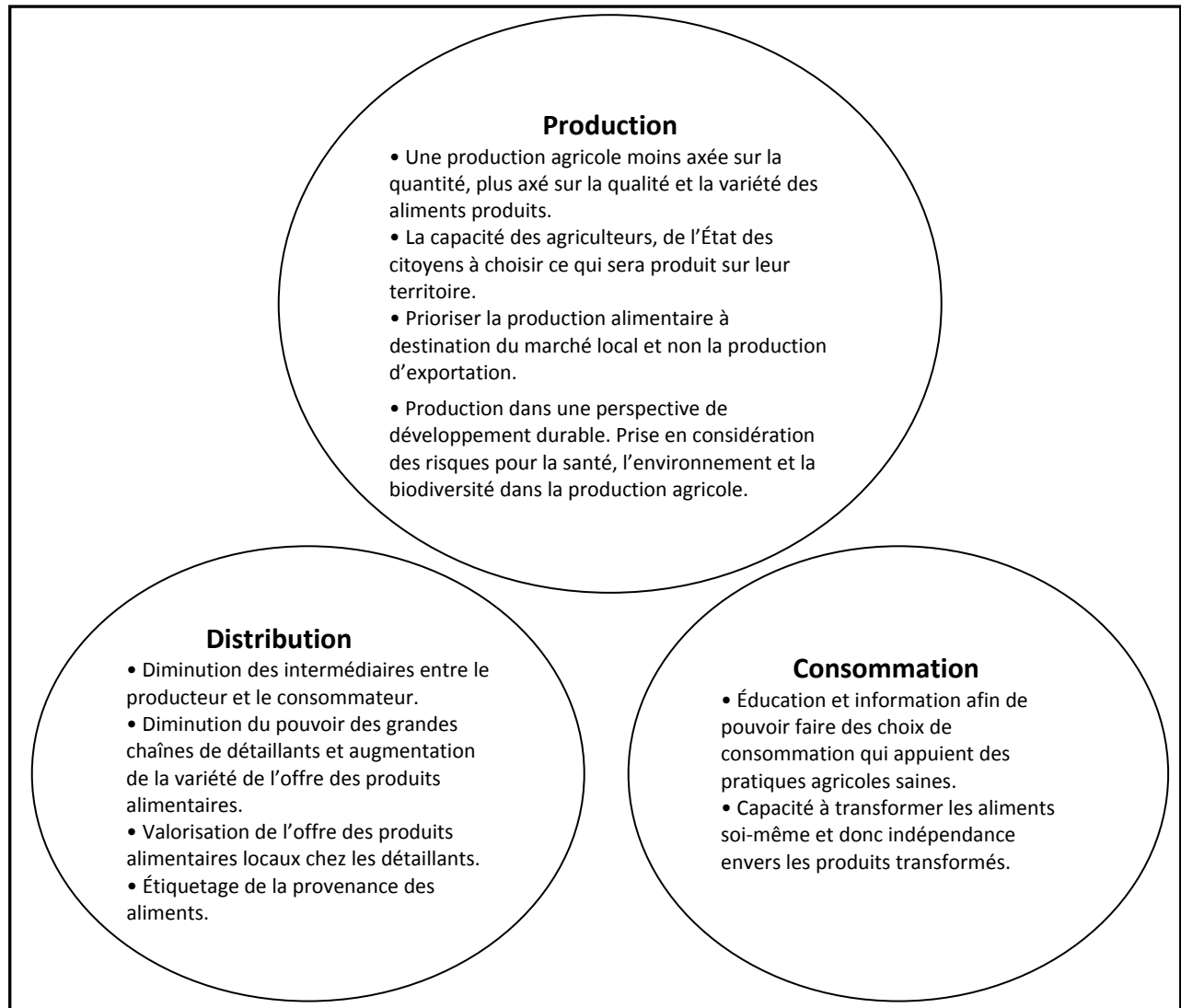
À la fin du système alimentaire se pose évidemment la question de la **consommation** des aliments qui, bien qu'elle vienne à la toute fin du processus, est tout à fait essentielle à la défense d'un concept comme la souveraineté alimentaire. En effet, pour que toutes les propositions en lien avec la production et la distribution alimentaires prennent leur sens, pour qu'elles soient réalisables et possibles, il faut que les citoyens soient informés et, surtout, mieux éduqués par rapport aux enjeux de l'agriculture et de son lien avec la santé. Car un citoyen informé et éduqué par rapport aux enjeux alimentaires sera à même de consommer de manière à appuyer les pratiques agricoles qui lui semblent les plus souhaitables et pertinentes.

De plus, au plan de la consommation, la souveraineté alimentaire nécessite que les individus aient une certaine autonomie par rapport à l'industrie alimentaire. L'augmentation sans cesse croissante de produits transformés a considérablement réduit la compétence alimentaire (capacité à transformer les aliments soi-même) de plusieurs millions d'individus au cours des vingt dernières années, particulièrement dans les pays industrialisés. Pour que la souveraineté alimentaire soit réalisable, il faut que les individus soient capables et aient la volonté de transformer leurs aliments, il faut qu'ils développent une autonomie face aux produits transformés. C'est dans cette optique que l'éducation alimentaire (c'est-à-dire l'éducation quant à la provenance des aliments, leur culture, la manière de les choisir et de les transformer soi-même) devient un enjeu essentiel de la souveraineté alimentaire^{xxii}.

Ainsi, la souveraineté alimentaire est un concept holistique puisqu'elle touche à plusieurs dimensions du système alimentaire. Évidemment, le portrait que nous venons de brosser de ses différentes dimensions est partiel; on peut facilement imaginer d'autres secteurs où la souveraineté alimentaire serait applicable ou d'autres manières de mettre en application ses principes. Avant d'aborder les points de litige quant à sa définition, voici un schéma qui résume

les différents points de convergence que nous venons d'aborder quant à la définition de la souveraineté alimentaire.

La souveraineté alimentaire, un concept en construction



La souveraineté alimentaire en question :

Comme nous l'avons brièvement mentionné un peu plus haut, la souveraineté alimentaire réclame un déplacement du pouvoir en ce qui a trait aux décisions en lien avec les politiques agricoles et alimentaires. Tous les partisans s'entendent pour dire que de manière générale, les organisations supranationales et les mégacorporations du domaine de l'alimentation ont un

trop grand pouvoir décisionnel quant à ce qui sera produit sur les terres, comment les aliments seront transformés, quelles graines seront plantées, etc. Tous s'entendent également pour dire que les traités supranationaux et les mégacorporations engendrent des pratiques agricoles qui ne sont pas dans l'intérêt de l'environnement, de la biodiversité, de la justice sociale, de la qualité des aliments et de la santé humaine. Mais à qui doit revenir ce pouvoir décisionnel ? La plupart des définitions de la souveraineté alimentaire soulignent que ce pouvoir doit revenir aux citoyens. À qui, concrètement devrait revenir le choix des politiques alimentaires ? Aux États ? Aux agriculteurs ? Aux citoyens ? Il s'agit d'un point de litige entre les défenseurs de la souveraineté alimentaire.

Pour certains défenseurs de la notion, les États sont les mieux qualifiés pour prendre de telles décisions. C'est leur devoir de consulter la population pour ensuite mettre en place des politiques qui reflètent ses choix. De plus, ce sont les États qui sont à même de mettre en place des politiques efficaces et, surtout, de les faire respecter. Ainsi, toute politique efficace doit nécessairement passer par l'État. Toutefois, pour plusieurs adhérents à la notion de souveraineté alimentaire, le processus politique est défectueux et les canaux de transmission qui devraient théoriquement permettre un échange entre les citoyens et l'État ne sont pas fonctionnels. De ce fait, il n'est pas souhaitable que l'État obtienne davantage de pouvoir décisionnel en termes de politiques alimentaires, car celui-ci est incapable de refléter les choix de sa population. Pour ce deuxième groupe d'adhérents à la notion de souveraineté alimentaire, c'est la société civile, représentée par les agriculteurs et les citoyens, qui devrait récupérer ce pouvoir. On peut donc dire qu'au plan de la redistribution du pouvoir demandée dans le cadre de la souveraineté alimentaire, certains partisans plaident pour une redistribution «vers le bas», alors que d'autres soutiennent qu'elle doit demeurer «en haut», mais sans être soumise aux pressions supranationales. Évidemment, il n'y a pas que des opinions tranchées en la matière, plusieurs partisans ont des points de vue nuancés sur la question, jugeant selon les cas que l'un ou l'autre est plus apte à prendre certaines décisions ou à mettre en place certaines politiques précises.

Un autre point de litige au sein du mouvement concerne la question de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM). Pour plusieurs regroupements, les OGM et la souveraineté alimentaire sont tout simplement incompatibles. Plusieurs groupes soulignent que les OGM sont une technologie produite par des scientifiques loin des réalités locales et qu'il est impossible pour les paysans de participer au processus qui mène à la création de ces semences. La production même des OGM va donc à l'encontre de la notion de souveraineté alimentaire, puisqu'elle diminue considérablement le pouvoir qu'ont les agriculteurs sur leurs semences. De plus, les OGM sont une technologie qui tend vers l'utilisation de semences stériles (que les

paysans ne peuvent conserver), ce qui entraîne des coûts élevés pour les agriculteurs et engendre des profits importants pour les multinationales^{xxiii}. Puis, du point de vue de la santé publique, les OGM soulèvent plusieurs interrogations. En effet, ceux-ci viennent avec une grande imprévisibilité, puisqu'ils n'ont pas de «passé écologique». Ils sont une nouvelle forme d'alimentation, créée artificiellement et imposée subitement au métabolisme. On ignore donc comment le métabolisme et le système immunitaire de l'être humain vont réagir à ce changement et on ne peut affirmer avec certitude ce que seront les impacts de cette technologie sur la santé^{xxiv}.

Or, pour certains défenseurs de la notion de souveraineté alimentaire, cette incertitude n'est pas une raison suffisante pour rejeter du revers de la main les OGM, d'autant plus que ceux-ci ont permis plusieurs avancées dans le domaine agricole. Par exemple, dans la région du Sahel, où les terres sont peu productives à cause de sécheresses fréquentes, les semences hybrides ont permis des récoltes abondantes difficiles à rejeter dans un contexte où la sécurité alimentaire est précaire. Sur la même terre où l'on produisait auparavant de trois à quatre tonnes de riz, on en produit soudainement le double, et la sécurité alimentaire de la région s'en trouve directement améliorée^{xxv}. Comment, dans un contexte de vulnérabilité alimentaire, lever le nez sur les OGM ?

Au-delà de certains points de mésentente, les partisans de la souveraineté alimentaire sont riches d'une foule d'exemples quant à sa mise en pratique actuelle, au Nord comme au Sud, ainsi que de politiques qui ne sont pas encore mises en place, mais qui pourraient être envisageables dans un avenir rapproché.

La souveraineté alimentaire en action

Du point de vue des politiques étatiques, plusieurs exemples provenant de l'Europe sont à noter. Par exemple, en France, pour produire du gruyère, il faut être situé à moins de 30 km d'une usine de traitement de lait. Cette politique favorise le développement de petits centres régionaux de fabrication du gruyère. Grâce à cette réglementation, le gouvernement encourage les petits producteurs, régionalise la production et limite les dépenses énergétiques en matière de transport, trois éléments en harmonie avec l'idée de souveraineté alimentaire^{xxvi}. Toujours en France, il existe une politique, depuis quelques années, qui incite les hôpitaux et les écoles à acheter leurs aliments dans les régions où ils sont situés. Grâce à cette politique, les institutions et les agriculteurs développent des liens durables, le transport des aliments est limité et les revenus des agriculteurs sont stabilisés^{xxvii}. Des gains sont donc observables aux plans humain, environnemental et économique.

Toujours dans le cas des politiques étatiques, mais cette fois-ci dans le cas des pays du Sud, on peut noter l'exemple de Guinée. Il y a 15 ans, ce petit pays de l'Afrique de l'Ouest importait 95% de sa consommation de pommes de terre. Suite à une entente entre les importateurs, le gouvernement et les paysans locaux, la Guinée en importe aujourd'hui uniquement lorsque le pays n'est pas en mesure de s'approvisionner localement, soit 6 mois par année, et les paysans locaux approvisionnent le marché local le reste de l'année^{xxviii}.

Si l'on se déplace du côté de politiques publiques à plus petite échelle, le cas du programme «Semences de la survie» mis en place par l'organisme USC Canada en Afrique subsaharienne est intéressant. Une des composantes du programme vise à encourager la création de banques communautaires pour protéger le patrimoine génétique des semences locales^{xxix}. Grâce à ces banques, les paysans peuvent conserver et échanger leurs semences, un processus qui se faisait jadis traditionnellement, mais dont la pérennité était compromise par la distribution massive de semences uniformisées^{xxx}.

À un niveau encore plus microscopique, il existe plusieurs actions que l'on peut entreprendre pour mettre en œuvre la souveraineté alimentaire. L'agriculture soutenue par la communauté (ASC) a été mise en place et popularisée par l'organisme *Équiterre* au Québec^{xxxi} et connaît des équivalents un peu partout dans le monde. L'ASC permet à des familles de s'approvisionner directement auprès d'une ferme de leur région, à laquelle elles paient à l'avance le contenu de paniers dont la composition varie en fonction de l'avancement de la saison. Ce type d'initiatives permet de réduire les intermédiaires entre producteurs et consommateurs et il est une source de revenus stable pour les petits producteurs agricoles.

Le jardinage urbain est également une autre manière de mettre en pratique la souveraineté alimentaire à une échelle communautaire, et même individuelle. Par exemple, l'organisme *Alternatives* a mis en place, en 2003, le projet *Des jardins sur les toits* qui vise à «récupérer les espaces inutilisés que sont les toits, les terrasses et les balcons pour développer de nouveaux espaces verts et productifs qui contribuent positivement à l'écologie urbaine»^{xxxii}. Les retombées de ce type de pratiques vont au-delà de la production des légumes eux-mêmes. En effet, l'implication directe des citoyens dans des projets de jardinage urbain donne lieu à une réappropriation par les citoyens au processus de production alimentaire et permet une sensibilisation par l'action^{xxxiii}. En d'autres mots, toutes les personnes impliquées de près ou de loin à ce type de projet se trouvent sensibilisées à la question alimentaire et agricole, et elles sont dès lors susceptibles de changer leurs habitudes de consommation et leur vision générale du rôle de l'agriculture et des agriculteurs dans leurs vies.

Les défenseurs de la souveraineté alimentaire ont donc un projet ambitieux qui consiste à revoir notre rapport à l'agriculture et aux agriculteurs. La notion propose de s'éloigner d'une perspective économique de la question agricole et d'intégrer d'autres variables à l'équation : la santé, l'environnement, les rapports humains, la biodiversité, etc. Elle pose une question simple, mais incisive, que plusieurs autres mouvements dans d'autres sphères sociales semblent poser, en l'appliquant cependant à la question agricole : le «laissez-faire» économique est-il toujours la manière optimale de gérer la société ?

Kheira Issaoui-Mansouri possède une maîtrise en science politique de l'Université de Montréal. Ses intérêts de recherche portent sur la gestion des ONG, la collaboration entre les ONG et les entreprises, et la souveraineté alimentaire.

ⁱ De Schutter, Olivier, «Le système alimentaire mondial est schizophrène!», (2010) En ligne.

www.oxfamsol.be/fr/IMG/pdf/Globo29FRweb.pdf

ⁱⁱ FAO, «Opening Statement of FAO Director-General at The World Summit on Food Security», (2009) En ligne.

www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/Summit/Statements_PDF/Monday_16_AM/K6628e-DG-statement.pdf

ⁱⁱⁱ Rousseau, Jean-François. «Synthèse des discussions du Forum *Au-delà de la crise alimentaire: souveraineté alimentaire et politiques publiques*», (2009) Manuscrit non publié.

^{iv} GRAIN est une ONG basée à Barcelone qui a été fondée en 1990. Le réseau soutient les petits agriculteurs et les mouvements paysans du Sud dans leur lutte pour renforcer le contrôle des communautés sur les systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité. www.grain.org

^v La *Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain* (COPAGEN) est un réseau de membres de la société civile regroupant des agronomes, des généticiens, des sociologues, des groupes de femmes, des paysans, des associations de consommateurs, etc. qui est présent dans neuf pays de l'Afrique de l'Ouest. L'objectif principal du réseau est de protéger les semences traditionnelles et de lutter contre l'utilisation des OGM. La coalition existe depuis 2004.

^{vi} La *Bill and Melinda Gates Foundation* a annoncé son implication dans plusieurs projets en lien avec l'agriculture en général et les petits agriculteurs en particulier. La fondation reconnaît que l'investissement en agriculture est une manière efficace de lutter contre la faim et a investi près de 1,5 milliard dans ce domaine jusqu'à ce jour. Voir www.gatesfoundation.org/press-releases/Pages/global-trust-fund-for-poor-farmers-100422.aspx pour des informations sur les projets de la fondation et www.foodfirst.org/files/pdf/policybriefs/pb12.pdf pour une critique de leur approche.

^{vii} La fondation *Oprah's Angel Network* soutient plusieurs initiatives locales qui visent à donner un meilleur accès à des légumes et fruits frais aux quartiers défavorisés situés en périphérie des grandes villes américaines. Voir <http://oprahangelnetwork.org/stories/519-the-quest-for-food-justice>

^{viii} La souveraineté alimentaire est à l'agenda de plusieurs forums altermondialistes. Par exemple, voir le site d'ATTAC et son programme lors du Forum Social Mondial de Bélem www.france.attac.org/spip.php?article393 ou le site du plus récent Forum Social Mondial Ouest-africain : www.fsoa-togo.org

^{ix} Le documentaire *Food Inc.* lève le voile sur la production alimentaire intensive et ses conséquences sur la santé et les relations humaines. Le documentaire a été nommé à la plus récente cérémonie des Oscars. www.foodincmovie.com

^x En janvier dernier, l'animatrice américaine Oprah consacrait une de ses émissions à la question du lien entre l'agriculture et la santé, avec comme trame de fond le documentaire *Food inc.*

^{xi} Jean-Eudes Chiasson, *National Farmers Union* (FOR). «(FOR)» signifie que la citation provient du forum «Au-delà de la crise alimentaire : souveraineté alimentaire et politiques publiques» organisé par le REDTAC le 18 juin 2009. La personne citée a donc participé au forum et un texte résumant son point de vue sur la souveraineté alimentaire se retrouve dans le présent document, à la suite de cette introduction. Les actes du colloque sont disponibles sur le site du REDTAC :

<http://redtac.org/souverainetealimentaire/2009/11/17/au-dela-de-la-crise-alimentaire-souverainete-alimentaire-et-politiques-publiques/>

- ^{xii} Frédéric Paré, *Coalition pour la souveraineté alimentaire* (FOR)
- ^{xiii} FAO, «La Révolution Verte». (2010) En ligne. www.fao.org/kids/fr/revolution.html
- ^{xiv} François Décary-Gilardeau, *Options Consommateurs* (FOR)
- ^{xv} Par exemple : Cargill, Monsanto, Kraft Food, Sara Lee Corporation, CornProducts International, Bonduelle, Nestlé.
- ^{xvi} Marie Fall, *Université du Québec à Chicoutimi* (FOR)
- ^{xvii} La notion de «sécurité alimentaire» fait surtout référence à l'accès aux aliments. Elle est moins politisée et plus limitée que la notion de souveraineté alimentaire. Selon Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU, elle se définit comme étant «l'accès pour tous, quelles que soient les circonstances, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active». Voir : Programme alimentaire mondial, «Mission du Programme alimentaire mondial», (2010) En ligne. www.un.mr/pam/mission.htm
- ^{xviii} Ismael Hautecoeur, *Alternatives* (FOR)
- ^{xix} Rendez-vous québécois pour la souveraineté alimentaire, «La souveraineté alimentaire : être souverain sur sa terre nourricière», (2010) En ligne. www.nourrirnotremonde.org/souverainete_alimentaire
- ^{xx} Par exemple, Wal-Mart Stores, Kroger Co., Cosco Wholesale Corp., Carrefour, Safeway, Lowbla Cos., 7-Eleven.
- ^{xxi} François Décary-Gilardeau, *Option Consommateurs* (FOR)
- ^{xxii} Marie Marquis, *Département de nutrition de l'Université de Montréal* (FOR)
- ^{xxiii} Devlin Kuyek, *GRAIN* (FOR)
- ^{xxiv} Assétou Samaké, *COPAGEN* (FOR)
- ^{xxv} Marie Fall, *Université du Québec à Chicoutimi* (FOR)
- ^{xxvi} Benoît Girouard, *Union paysanne* (FOR)
- ^{xxvii} Ismael Hautecoeur, *Alternatives* (FOR)
- ^{xxviii} André Beaudoin, *UPA DI* (FOR)
- ^{xxix} Lise Latrémouille, *USC Canada* (FOR)
- ^{xxx} Pour plus de détails voir le site de l'organisme : www.usc-canada.org/what-we-do
- ^{xxxi} Voir www.equiterre.org/projet/agriculture-soutenue-par-la-communaute
- ^{xxxii} Pour plus d'informations voir : <http://rooftopgardens.ca/?q=fr/apropos>
- ^{xxxiii} Ismael Hautecoeur, *Alternatives* (FOR)

Repères bibliographiques

- Alternatives. *Des jardins sur les toits*, en ligne, <<http://rooftopgardens.ca/?q=fr/apropos>>, 2010
- Bill and Melinda Gates Foundation. *Foundation Joins Global Trust Fund to Support Small Farmers*, en ligne, <www.gatesfoundation.org/press-releases/Pages/global-trust-fund-for-poor-farmers-100422.aspx>, 2010
- DE SCHUTTER, Olivier. *Le système alimentaire mondial est schizophrène!*, en ligne, <www.oxfamsol.be/fr/IMG/pdf/Globo29FRweb.pdf>, 2010
- Equiterre. *Agriculture soutenue par la communauté*, en ligne, <www.equiterre.org/projet/agriculture-soutenue-par-la-communaute>, 2010
- Food and Agriculture organization of the United Nations. *Opening Statement of FAO Director-General at The World Summit on Food Security*, en ligne, <www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/Summit/Statements_PDF/Monday_16_AM/K6628e-DG-statement.pdf>, 2009
- Food and Agriculture Organization. *La Révolution Verte*, en ligne, <www.fao.org/kids/fr/revolution.html>, 2009
- Food, inc. *The movie*, <www.foodincmovie.com>, 2010
- GRAIN. *About us*, en ligne, <www.grain.org>, 2010
- Oprah's Angel Network. *The Quest for Food Justice*, en ligne, <oprahangelnetwork.org/stories/519-the-quest-for-food-justice>, 2010
- Programme alimentaire mondial. *Mission du Programme alimentaire mondial*, en ligne, <www.un.mr/pam/mission.htm>, 2010
- Rendez-vous québécois pour la souveraineté alimentaire. *La souveraineté alimentaire : être souverain sur sa terre nourricière*, en ligne, <www.nourrirnotremonde.org/souverainete_alimentaire>, 2010
- ROUSSEAU, Jean-François. *Synthèse des discussions du Forum Au-delà de la crise alimentaire: souveraineté alimentaire et politiques publiques*, 2009, Manuscrit non publié

USC Canada. *What we do*, en ligne, < www.usc-canada.org/what-we-do>, 2010 Rousseau, Jean-François. 2009. Synthèse des discussions du Forum Au-delà de la crise alimentaire:souveraineté alimentaire et politiques publiques. Manuscrit non publié.

USC Canada. 2010. What we do. En ligne. www.usc-canada.org/what-we-do